

Mairie de  
Saint-Chinian



<b>PC 034 245 19 H0015 M02 déposé le 06/07/2023 Et complété en date du 04/08/2023</b>	
Par :	<b>Madame ARNAUD Christel</b>
Demeurant :	<b>8 Chemin du Terras 34480 LAURENS</b>
Sur un terrain sis à :	<b>23 Lotissement Saint-Laurent du Val 34360 SAINT-CHINIAN</b>
Cadastré :	<b>AP 707</b>
Nature des Travaux :	<b>Construction d'une maison individuelle avec garage</b>

**ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Arrêté n° AMURB 2023-161**

**Le Maire de la commune de Saint-Chinian**

- VU** la demande de permis de construire modificatif susvisée déposée et affichée en mairie le 6 juillet 2023;
- VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants et R. 421-1 et suivants ;
- VU** la délibération du conseil communautaire en date du 24 janvier 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- VU** l'arrêté en date du 25 janvier 2016 accordant le permis d'aménager n°034 245 15 H0001 pour la création du lotissement le « Saint-Laurent du Val » ;
- VU** l'arrêté en date du 14 novembre 2016 accordant le permis d'aménager modificatif n°034 245 15 H0001 M01 ;
- VU** l'arrêté en date du 29 mars 2019 accordant le transfert du permis d'aménager n°034 245 15 H0001 T01 ;
- VU** l'arrêté en date du 13 juin 2016 accordant le transfert du permis d'aménager n°034 245 15 H0001 T02 ;
- VU** la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) déposée en date du 18 septembre 2017 ;
- VU** l'arrêté du maire en date du 29 mai 2020 donnant délégation de signature à M. Alain GHISALBERTI dans le domaine de l'urbanisme ;
- VU** le permis de construire initial n° PC 034 245 19 H0015 accordé en date du 20 décembre 2019 ;
- VU** la situation du projet en zone **UC** du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

**ARRETE**

**Article 1 :** Le permis de construire modificatif est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect de la réglementation et des prescriptions édictées aux articles suivants.

**Article 2 :** Les prescriptions du permis de construire initial demeurent applicables.

**Article 3 :** Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Saint-Chinian, le 09/08/2023

Le Maire,  
Catherine COMBES



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

#### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir son auteur d'un recours gracieux dans les deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande).

**Durée de validité du permis :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014/1661 du 29/12/2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R. 424-21 et R. 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Vous pouvez présenter une demande de prorogation, établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. L'affichage doit être maintenu pendant toute la durée du chantier.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Un tiers peut contester la légalité de cette autorisation. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. L'autorité compétente est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.